

DP/GC N° 19436
Contacts IFOP : Damien Philippot / Guillaume Chevalier
Tél : 01 45 84 14 44
damien.philippot@ifop.com



pour

L'Observatoire
de la Fiscalité et
des Finances
Publiques

**Les Français et l'interdiction constitutionnelle
des déficits publics**
Résultats détaillés
Avril 2011

Sommaire

- 1 - La méthodologie.....	1
- 2 - Les résultats de l'étude	3
L'adhésion à l'interdiction constitutionnelle des budgets de l'Etat en déficit	4
La solution à privilégier pour lutter contre le déficit du budget de l'Etat	6
L'adhésion à différentes mesures destinées à sanctionner les déficits du budget de l'Etat....	8

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez les sondages et analyses de l'Ifop sur



Site web



Alertes d'actualité



Facebook



Twitter



iPhone et iPad

Etude réalisée par l'Ifop pour :	L'Observatoire de la Fiscalité et des Finances Publiques
Echantillon	Echantillon de 1019 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).
Dates de terrain	Du 5 au 7 avril 2011

- 2 -

Les résultats de l'étude

L'adhésion à l'interdiction constitutionnelle des budgets de l'Etat en déficit

Question : La France n'a connu depuis 35 ans que des budgets de l'Etat en déficit. Seriez-vous favorable ou opposé à une réforme de la Constitution qui interdirait au Parlement de voter un budget en déficit ?

	Ensemble (%)
TOTAL Favorable	79
• Tout à fait favorable	25
• Plutôt favorable	54
TOTAL Opposé	21
• Plutôt opposé	18
• Tout à fait opposé	3
TOTAL	100

L'adhésion à l'interdiction constitutionnelle des budgets de l'Etat en déficit

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Opposé	Plutôt opposé	Tout à fait opposé
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	79	25	54	21	18	3
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)						
Homme	84	35	49	16	13	3
Femme	76	16	60	24	22	2
AGE DE L'INTERVIEWE(E)						
Moins de 35 ans	71	15	56	29	25	4
18 à 24 ans	61	14	47	39	35	4
25 à 34 ans	79	16	63	21	17	4
35 ans et plus	83	29	54	17	15	2
35 à 49 ans	81	26	55	19	17	2
50 à 64 ans	80	27	53	20	17	3
65 ans et plus	86	32	54	14	11	3
PROFESSION DE L'INTERVIEWE						
Artisan ou commerçant (*)	88	25	63	12	12	-
Profession libérale, cadre supérieur	72	19	53	28	24	4
Profession intermédiaire	78	25	53	22	19	3
Employé	86	15	71	14	12	2
Ouvrier	77	34	43	23	20	3
Retraité	84	30	54	16	13	3
Autre inactif	63	14	49	37	34	3
REGION						
Région parisienne	79	27	52	21	17	4
Nord est	83	20	63	17	14	3
Nord ouest	77	28	49	23	21	2
Sud ouest	81	26	55	19	16	3
Sud est	78	24	54	22	19	3
CATEGORIE D'AGGLOMERATION						
Communes rurales	80	25	55	20	17	3
Communes urbaines de province	80	23	57	20	18	2
Agglomération parisienne	78	30	48	22	17	5
PROXIMITE POLITIQUE						
Gauche	76	24	52	24	21	3
LO / NPA (*)	74	28	46	26	21	5
Front de Gauche (*)	57	25	32	43	30	13
Parti Socialiste	74	23	51	26	24	2
Europe Ecologie - Les Verts	87	26	61	13	12	1
Mouvement Démocrate - Modem	75	30	45	25	23	2
Droite	87	30	57	13	11	2
UMP	84	26	58	16	14	2
Front National	92	35	57	8	6	2
Aucune formation politique (réponse non suggérée)	75	15	60	25	21	4

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

La solution à privilégier pour lutter contre le déficit du budget de l'Etat

Question : Face aux déficits de l'Etat, quelle solution faut-il selon vous privilégier ?

	Ensemble (%)
• Baisser les dépenses de l'Etat	93
• Augmenter les impôts	7
TOTAL.....	100

La solution à privilégier pour lutter contre le déficit du budget de l'Etat

	Baisser les dépenses de l'Etat	Augmenter les impôts
	(%)	(%)
ENSEMBLE	93	7
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)		
Homme	92	8
Femme	93	7
AGE DE L'INTERVIEWE(E)		
Moins de 35 ans		
18 à 24 ans	91	9
25 à 34 ans	96	4
35 ans et plus		
35 à 49 ans	95	5
50 à 64 ans	92	8
65 ans et plus	89	11
PROFESSION DE L'INTERVIEWE		
Artisan ou commerçant (*)	100	-
Profession libérale, cadre supérieur	92	8
Profession intermédiaire	94	6
Employé	96	4
Ouvrier	96	4
Retraité	89	11
Autre inactif	90	10
REGION		
Région parisienne	90	10
Nord est	92	8
Nord ouest	95	5
Sud ouest	91	9
Sud est	94	6
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	92	8
Communes urbaines de province	94	6
Agglomération parisienne	88	12
PROXIMITE POLITIQUE		
Gauche		
LO / NPA (*)	90	10
Front de Gauche (*)	64	36
Parti Socialiste	88	12
Europe Ecologie - Les Verts	90	10
Mouvement Démocrate - Modem		
	91	9
Droite		
UMP	96	4
Front National	99	1
Aucune formation politique (réponse non suggérée)		
	96	4
ADHESION A L'INTERDICTION CONSTITUTIONNELLE DES BUDGETS DE L'ETAT EN DEFICIT		
Favorable		
Tout à fait favorable	96	4
Plutôt favorable	96	4
Opposé		
	81	19

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

L'adhésion à différentes mesures destinées à sanctionner les déficits du budget de l'Etat

Question : Au cas où l'interdiction de voter un budget en déficit ne serait pas respectée, seriez-vous favorable ou opposé à ce que cela entraîne des mesures automatiques d'économies telles que... ?

	TOTAL Favorable (%)	Tout à fait favorable (%)	Plutôt favorable (%)	TOTAL Opposé (%)	Plutôt opposé (%)	Tout à fait opposé (%)	TOTAL (%)
• Une baisse automatique de 20% du montant de toutes les subventions aux entreprises et aux associations	56	16	40	44	32	12	100
• L'arrêt de l'embauche de fonctionnaires et le gel de leurs traitements et pensions	46	17	29	54	34	20	100

**L'adhésion à différentes mesures destinées à sanctionner les déficits du
budget de l'Etat
Une baisse automatique de 20% du montant de toutes les subventions aux
entreprises et aux associations**

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Opposé	Plutôt opposé	Tout à fait opposé
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	56	16	40	44	32	12
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)						
Homme	65	23	42	35	25	10
Femme	48	10	38	52	39	13
AGE DE L'INTERVIEWE(E)						
Moins de 35 ans	40	10	30	60	43	17
18 à 24 ans	36	8	28	64	46	18
25 à 34 ans	43	11	32	57	41	16
35 ans et plus	62	19	43	38	28	10
35 à 49 ans	52	15	37	48	33	15
50 à 64 ans	65	18	47	35	26	9
65 ans et plus	73	24	49	27	23	4
PROFESSION DE L'INTERVIEWE						
Artisan ou commerçant (*)	51	18	33	49	39	10
Profession libérale, cadre supérieur	54	16	38	46	34	12
Profession intermédiaire	48	11	37	52	38	14
Employé	50	13	37	50	38	12
Ouvrier	54	19	35	46	29	17
Retraité	70	21	49	30	23	7
Autre inactif	35	7	28	65	47	18
REGION						
Région parisienne	64	20	44	36	29	7
Nord est	53	14	39	47	34	13
Nord ouest	53	15	38	47	33	14
Sud ouest	57	15	42	43	28	15
Sud est	56	17	39	44	34	10
CATEGORIE D'AGGLOMERATION						
Communes rurales	53	12	41	47	35	12
Communes urbaines de province	55	17	38	45	32	13
Agglomération parisienne	67	22	45	33	28	5
PROXIMITE POLITIQUE						
Gauche	51	14	37	49	34	15
LO / NPA (*)	65	31	34	35	23	12
Front de Gauche (*)	53	22	31	47	21	26
Parti Socialiste	50	13	37	50	38	12
Europe Ecologie - Les Verts	48	9	39	52	34	18
Mouvement Démocrate - Modem	47	8	39	53	46	7
Droite	68	22	46	32	24	8
UMP	66	19	47	34	26	8
Front National	71	24	47	29	21	8
Aucune formation politique (réponse non suggérée)	47	11	36	53	39	14
ADHESION A L'INTERDICTION CONSTITUTIONNELLE DES BUDGETS DE L'ETAT EN DEFICIT						
Favorable	61	18	43	39	30	9
Tout à fait favorable	69	29	40	31	20	11
Plutôt favorable	56	13	43	44	35	9
Opposé	40	10	30	60	39	21

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

**L'adhésion à différentes mesures destinées à sanctionner les déficits du
budget de l'Etat
L'arrêt de l'embauche de fonctionnaires et le gel de leurs traitements et
pensions**

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Opposé	Plutôt opposé	Tout à fait opposé
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	46	17	29	54	34	20
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)						
Homme	51	22	29	49	30	19
Femme	42	13	29	58	38	20
AGE DE L'INTERVIEWE(E)						
Moins de 35 ans	39	14	25	61	38	23
18 à 24 ans	33	11	22	67	41	26
25 à 34 ans	44	16	28	56	35	21
35 ans et plus	49	19	30	51	32	19
35 à 49 ans	48	17	31	52	32	20
50 à 64 ans	44	17	27	56	33	23
65 ans et plus	53	23	30	47	34	13
PROFESSION DE L'INTERVIEWE						
Artisan ou commerçant (*)	68	39	29	32	27	5
Profession libérale, cadre supérieur	50	18	32	50	32	18
Profession intermédiaire	38	10	28	62	35	27
Employé	43	16	27	57	38	19
Ouvrier	52	18	34	48	27	21
Retraité	49	21	28	51	34	17
Autre inactif	37	11	26	63	36	27
REGION						
Région parisienne	50	20	30	50	33	17
Nord est	46	18	28	54	32	22
Nord ouest	43	19	24	57	38	19
Sud ouest	41	12	29	59	35	24
Sud est	48	16	32	52	33	19
CATEGORIE D'AGGLOMERATION						
Communes rurales	43	14	29	57	37	20
Communes urbaines de province	47	18	29	53	33	20
Agglomération parisienne	49	22	27	51	34	17
PROXIMITE POLITIQUE						
Gauche	29	10	19	71	39	32
LO / NPA (*)	32	23	9	68	29	39
Front de Gauche (*)	7	4	3	93	37	56
Parti Socialiste	30	8	22	70	39	31
Europe Ecologie - Les Verts	34	11	23	66	45	21
Mouvement Démocrate - Modem	46	13	33	54	37	17
Droite	64	28	36	36	28	8
UMP	66	27	39	34	26	8
Front National	58	28	30	42	31	11
Aucune formation politique (réponse non suggérée)	48	15	33	52	33	19
ADHESION A L'INTERDICTION CONSTITUTIONNELLE DES BUDGETS DE L'ETAT EN DEFICIT						
Favorable	51	20	31	49	32	17
Tout à fait favorable	55	32	23	45	28	17
Plutôt favorable	48	14	34	52	35	17
Opposé	28	8	20	72	40	32

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs